

Leitartikel

« Hien ass kee vun eis »

Bernard Thomas

Les élections pour la Chambre de commerce ont pris un tour inattendu. Non seulement la succession à la présidence ne semble plus aller de soi, mais en plus le scrutin aura bien lieu. Du moins dans le « Groupe 1 » réunissant le « commerce et autres activités commerciales non spécialement dénommées ». Ce mercredi matin, le directeur de l'Union luxembourgeoise de l'économie sociale et solidaire (Uless), Jean-Christophe Burkel, a déposé une liste pour cette chasse gardée de la Confédération luxembourgeoise du commerce (CLC). Burkel, qui vient troubler l'ordre établi, est lui-même un ancien « insider » et a travaillé comme fonctionnaire patronal à la Chambre de commerce sous Pierre Gramigna, puis à l'UEL sous Michel Wurth.

Le symbole sera fort : sa liste dissidente, sur laquelle, dit-il, on retrouverait « des entreprises sociales et solidaires and friends », concurrencera la liste de la CLC, réunissant les patrons du commerce, des transports routiers et du secteur informatique. Ni la CLC ni l'Uless n'auront droit au moindre vice de forme. Car si une liste est considérée incomplète, elle sera intégralement rejetée. Ce qui assurerait au concurrent un tiers des sièges à la Chambre de commerce. La campagne dans le très hétérogène « Groupe 1 » aura lieu entre le 25 février et le 29 mars et s'adressera à approximativement 4 000 électeurs inscrits. Au public, cette brèche donne

l'occasion, rarissime, d'entrevoir le fonctionnement interne d'une institution où les décisions personnelles se prenaient traditionnellement derrière les coulisses.

La présidence a longtemps été un office duquel on héritait entre notables de la sidérurgie. Il aura fallu attendre 2019 pour que la lente érosion de l'*Arbed-Stat* se manifeste à la tête de la Chambre de commerce. Michel Wurth aura eu beaucoup de mal à trouver des candidats potentiels à sa succession. Il lui faut un Luxembourgeois semi-retraité mais pas trop vieux, connaissant les rouages politiques et médiatiques. En décembre 2017, le nom de l'ancien ministre CSV Luc Frieden commence à circuler et, à la mi-janvier, il est nommé, en tant que président de la Bil, sur la liste de l'ABBL comme un des cinq candidats. Il ne s'est toujours pas prononcé publiquement sur ses ambitions. Sans doute pour ne pas se brûler avant que ne se réunisse l'assemblée constituante souveraine pour désigner le président. Or, l'instabilité, qui accompagne cet interrègne, a fait éclater la façade de l'unité patronale.

La fronde est menée par l'ancien président de la Fedil, Robert Dennewald, qui a passé quinze ans à l'ombre de Michel Wurth comme un des quatre vice-présidents de la Chambre de commerce. À la dernière assemblée plénière, puis sur LinkedIn et enfin dans

Paperjam, celui qui se désigne de « gilet jaune du patronat » (« Je ne vais plus me taire ») s'est offusqué de ce que la discussion sur la succession se déroule « sur la place publique ». Pour une « institution connue pour son intégrité inébranlable » ce serait inouï. Aux yeux de Dennewald, « la présidence de la Chambre de commerce doit revenir à un entrepreneur qui est issu du monde de l'entreprise, selon moi, de l'industrie ou du commerce » [donc pas au politicien et avocat Luc Frieden, ndlr]. Or, j'ai eu l'impression que les jeux étaient déjà faits avant que l'élection ait lieu... D'autant que j'ai appris que le monde politique avait été approché pour savoir si ce candidat conviendrait. » Mais Dennewald ne saura arrêter le temps, ni le rééquilibrage du pouvoir entre organisations patronales. Qui se fera au profit de la place financière et au détriment de l'industrie manufacturière.

Interrogé fin janvier par la *Radio 100,7*, le toujours prudent Michel Wurth ne s'était pas mouillé outre mesure pour le candidat Frieden, soulignant l'importance d'un « grand consensus ». Wurth était par contre très explicite sur les sacrifices que Luc Frieden aurait à faire. Pour être « crédible », il devrait « non seulement déclarer mais également prouver qu'il ne prend plus un rôle actif dans la politique et qu'il n'entretient plus de relations privilégiées avec le CSV ou avec les instances du CSV ». Sans oublier « son influence sur la presse », une allusion au Groupe Saint Paul présidé par l'ex-ministre.